

qui devrait être d'étudier *l'histoire dans le climat*. De nombreuses raisons pourraient être invoquées pour justifier cette entreprise; quatre d'entre elles sautent aux yeux. Premièrement, puisqu'on sait que ce feu n'a jamais rien eu d'inévitable – il a été créé, non délibérément mais activement, par des êtres humains au cours des deux derniers siècles : c'est l'alpha et l'oméga de la science – et puisque le scénario de la persistance du *business-as-usual* doit être jugé intolérable, nous amenant à considérer tous les moyens nécessaires pour chasser les combustibles fossiles de l'économie mondiale, nous voudrions savoir *quelles forces sociales ont introduit et développé leur consommation*³⁰. Cela faciliterait la lutte contre ces forces. Deuxièmement, l'histoire du réchauffement climatique est aussi l'histoire des alternatives à la combustion exponentielle qui ont été écartées en chemin. Le développement des connaissances sur ces alternatives pourrait contribuer à la recherche de stratégies de sortie³¹.

Troisièmement, et c'est sans doute l'aspect le plus étrangement négligé, la politique du climat est embourbée dans le débat sur la *responsabilité historique* : rarement des questions du passé se sont avérées si durablement clivantes dans des négociations internationales à un si haut niveau. On sait que la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a validé le principe des « responsabilités communes mais différenciées » – ce qui signifie que certains pays en ont fait plus que d'autres pour créer le problème – mais ce que cela implique exactement, et comment cela doit se traduire en termes d'obligations de réduction des émissions, de financement de l'adaptation ou de compensation des victimes, constitue d'infinies pommes de discorde. Des valeurs de justice sont en jeu ici. Puisque quelques pays riches représentent

l'essentiel des émissions cumulées, ne devraient-ils pas endosser une charge proportionnelle des responsabilités pour arranger les choses? De toute évidence, tous les êtres humains ont le même droit d'utiliser l'atmosphère comme un déversoir à CO₂, mais certains en ont visiblement usé bien plus que d'autres – n'ont-ils pas accumulé une *dette* envers ceux qui ont moins consommé, voire rien consommé du tout? Dans ce cas, ne devraient-ils pas réduire leurs émissions si drastiquement qu'elles deviennent négatives, tandis que d'autres auraient le droit d'émettre un peu plus, et ne devraient-ils pas financer l'adaptation nécessaire et payer pour les pertes et les dégâts inévitables qu'ils ont infligés aux pauvres qui n'y sont pour rien? Ou est-ce tout le contraire : peut-être ces pionniers ont-ils rendu un *service* au reste de l'humanité en engageant le développement rapide que seuls les combustibles fossiles ont rendu possible? Les retardataires ne devraient-ils pas alors être *reconnaissants* pour le niveau de vie auquel ils ont été invités³²?

Tandis que les responsables politiques, les militants et les philosophes continuent à se quereller et à méditer sur ces questions et d'autres non moins épineuses, les scientifiques ont fourni des chiffres. On sait, par exemple, que les pays de l'OCDE représentent 86 des 107 parties par million de l'augmentation de la concentration de CO₂ entre 1850 et 2006³³. En 2000, les pays capitalistes avancés représentaient 16,6 pour cent de la population mondiale, mais étaient responsables de 77,1 pour cent du CO₂ rejeté depuis 1850; la part des seuls États-Unis s'élevait à 27,6 pour cent, tandis que le Nigéria affichait un misérable 0,2 pour cent, la Turquie 0,5 pour cent, l'Indonésie 0,6 pour cent, le Brésil 0,9 pour cent – pour ne mentionner là que des pays dont la responsabilité historique est suffisante pour les faire figurer dans la liste des 20 plus

grands émetteurs. La plupart des pays ont laissé une marque encore plus modeste³⁴. Si l'on ne commence à compter que dans les années 1990, la dette de très loin la plus importante a été accumulée par les États-Unis, suivis par la Russie, le Canada, l'Allemagne et le Royaume-Uni, tandis que les principaux créanciers – c'est-à-dire les pays très peuplés émettant moins que leur part par habitant – étaient d'abord l'Inde, puis la Chine, le Bangladesh, le Pakistan et le Nigéria³⁵. 63 % des émissions cumulées entre 1751 et 2010 sont imputables à 90 compagnies d'extraction des combustibles fossiles³⁶.

Aussi utiles soient ces chiffres, et même si on souhaiterait en avoir plus – notamment sur les responsabilités et les dettes en fonction des *classes* – ils peuvent apparaître un peu abstraits et anémiques³⁷. Ils ne traduisent pas la dynamique de l'histoire en question. Aucun chiffre ne peut capturer sa texture, exposer les processus de causalité, spécifier qui a fait quoi, pour quelles raisons et au service de qui, pour mettre le monde sur le chemin de ce brasier : *seuls le récit et l'analyse historiques peuvent faire cela*. Et pourtant, les historiens ont brillé par leur absence dans ce débat.

Quatrièmement, même si aucune mesure d'atténuation, aucun processus de sortie, aucun accord global international ne devait être effectivement mis en place – rien, en somme, pour contenir le *business-as-usual* – il resterait tout de même intéressant de se demander pourquoi l'humanité a fini par vivre sur une planète invivable. Les première, troisième et quatrième de ces raisons pourraient être résumées un peu sommairement : qui a allumé et propagé le feu de l'économie fossile depuis le temps de la révolution industrielle jusqu'à maintenant – pour quoi, où et comment ?

Nous avons affaire à un climat historicisé, à une

biosphère qui porte la marque de ce que certains ont fait dans le passé : et c'est leur conduite lourde de conséquences qu'il nous faut retracer. Un tel tournant, du climat dans l'histoire à l'histoire dans le climat, pour une deuxième révolution historiographique, nous amènerait à un autre impératif méthodologique : utiliser les données sur les empires et les industries pour expliquer celles des températures et des précipitations, et non l'inverse. Dans l'Empire ottoman, pour s'en tenir à cet exemple, cela pourrait signifier enquêter sur la manière dont ses terres ont été subsumées sous une économie dont la croissance était fondée sur la combustion du charbon ; dans ce cas, les événements cruciaux ne seraient pas la révolte des Celali ou le lynchage d'Ahmed Pasha, mais le traité de Balta-Liman de 1838, la guerre égypto-britannique de 1840, la guerre de Crimée, les prêts européens ; non l'arrivée de la sécheresse mais celle de la machine à vapeur. Ce n'est plus le xvii^e siècle mais le xviii^e et le suivant qui seraient au centre de l'attention³⁸. Dans un monde confronté au réchauffement climatique, l'importance de ces questions – comment les combustibles fossiles en sont venus à être brûlés à grande échelle et comment cette habitude s'est propagée inégalement dans le monde entier – semble tout à fait évidente.

L'économie fossile comme objet d'étude

La spirale du changement climatique est amorcée par l'action d'identifier, d'extraire dans le sol et d'enflammer des combustibles fossiles : tel est l'axe autour duquel tourne le processus. Autrement dit, *la fait historique* fondamental du réchauffement climatique est le début de la consommation à grande échelle de ces combustibles, un phénomène réellement nouveau sous le soleil. Pendant la plus grande

Une histoire de l'économie fossile doit être militante – ou, pour le dire en termes plus conventionnels, orientée vers une atténuation rapide – et viser le capital fossile : « Et cet ennemi n'a pas cessé de vaincre. » Il faut s'emparer du souvenir de ces ravages passés « tel qu'il brille à l'instant d'un péril¹⁰² ». Le militantisme que le monde réclame aujourd'hui à grands cris devrait s'appuyer sur les traditions des vaincus du « progrès » du capital fossile, tous les perdants anonymes qui, pour le dire avec Theodor Adorno, sont restés au bord du chemin, de l'Angleterre à l'Empire et au-delà, aux frontières énergétiques d'aujourd'hui¹⁰³. Le matérialiste, insiste Benjamin, « ne peut considérer l'histoire autrement que comme une constellation de périls » ; il doit s'efforcer de faire « exploser l'homogénéité de l'époque. Il la truffe d'écrasite, c'est-à-dire de présent », un présent au-delà de 400 ppm, où l'on doit « s'attendre aux manifestations de déclin comme à quelque chose d'absolument stable, et au salut uniquement comme à quelque chose d'extraordinaire, qui touche presque au miraculeux et à l'incompréhensible¹⁰⁴ ».

Si l'historien de l'économie fossile a besoin d'une vision pour attirer le passé dans ses filets, celle-ci, par sa qualité éminemment prophétique, semble un choix tout à fait pertinent – nous voici, avec Adorno, face à une horreur « imprévue, dépassant toute attente, ombre fidèle des forces de production en pleine expansion¹⁰⁵ ». Ou encore, pensons à sa notion de panique à la lumière du moment actuel, chargé de toute la chaleur du passé :

La peur panique de midi, moment où les hommes prenaient soudain conscience de la nature comme d'une totalité, a trouvé son équivalent dans la panique prête à surgir à tout moment aujourd'hui :

les hommes attendent que ce monde sans issue soit mis à feu par une totalité qu'ils constituent eux-mêmes et sur laquelle ils ne peuvent rien¹⁰⁶.

Benjamin et Adorno semblent avoir choisi leurs mots pour ce moment. Mais la pleine application de leurs éclairs prémonitoires au passé et au présent de l'économie fossile attend un effort de recherche collective aussi important que celui qui a cours depuis longtemps dans la science du climat.

Un cadeau du Raj

Entre 2000 et 2009, les émissions de CO₂ de l'Inde ont augmenté de 5,7 pour cent en moyenne ; au cours des quatre années suivantes, ce chiffre a grimpé jusqu'à 6,4 pour cent¹⁰⁷. Bien entendu, c'est le charbon qui a alimenté ce processus : c'est la principale source d'énergie du pays, et l'Inde est désormais le troisième consommateur de charbon dans le monde, tandis que sa production a plus que doublé depuis la fin du siècle dernier¹⁰⁸. Parlant du charbon comme d'« un apport de puissance essentiel », le ministre responsable du secteur a promis fin 2014 de doubler à nouveau la production au cours des cinq années suivantes¹⁰⁹.

Inutile de dire que dans cette accélération de la ruée vers le charbon, l'Inde est loin d'être seule : la dernière décennie a vu plus de nouvelles centrales à charbon octroyées à l'économie mondiale qu'aucune autre décennie précédente ; en 2013, elle a reçu plus d'énergie issue du charbon que de toute autre source – plus que du soleil, du vent, plus même que des fameuses renaissances pétrolières et gazières¹¹⁰. Mais la magnitude et, surtout, le *moment* de ce boom indien ont conduit certains à lui accorder une importance particulière. En novembre 2014, le *New York*

Times a raconté comment la « ruée vers le charbon en Inde pourrait faire pencher la balance du changement climatique », citant l'éminent climatologue Veerabhadran Ramanathan : « Si l'Inde continue à s'engouffrer dans le charbon, nous sommes tous perdus¹¹¹. » Pendant ce temps à Bornéo, des forêts tropicales fragiles étaient dévastées, des habitants achetés pour quitter leur terre, des rivières contaminées et les émissions catapultées par le boom de l'Indonésie, aujourd'hui premier exportateur mondial de charbon¹¹². Pourtant, tout cela était bien entendu éclipsé par l'explosion de la Chine.

Certaines des plus grandes cheminées de l'économie fossile sont désormais en Asie. Comment cet événement de l'histoire mondiale doit-il être interprété ? Dans deux articles récents, Dipesh Chakrabarty – un historien, indien de surcroît – a mis en cause l'utilité du matérialisme historique pour comprendre le changement climatique, retombant franchement du côté du récit de l'Anthropocène : « Les pauvres participent à cette histoire partagée de l'évolution humaine tout autant que les riches¹¹³. » Un des principaux arguments à l'appui de ce point de vue est celui des feux de la Chine et de l'Inde, qui, selon Chakrabarty, sont alimentés par la croissance démographique et l'éradication de la pauvreté :

Les gouvernements chinois et indien continuent à construire des centrales à charbon, justifiant cette mesure par le nombre de gens qu'il est urgent de sortir de la pauvreté ; le charbon reste le choix le plus économique pour parvenir à cet objectif. [...] L'entrée dans l'Anthropocène a été également, à l'échelle mondiale, l'histoire d'une justice sociale attendue depuis longtemps, au moins dans la sphère de la consommation. *Cette justice entre les humains a toutefois un prix*¹¹⁴.

Cette justice entre les humains ? Les émissions chinoises, qui ont fait l'objet de recherches beaucoup plus approfondies que leurs homologues indiennes, n'ont pas été – et les données à ce sujet sont bien connues – provoquées par la croissance démographique ou la consommation des ménages pauvres ou tout autre facteur qu'on pourrait aisément rapporter au rang de l'espèce. Elles ont été provoquées, au tournant du millénaire, par la délocalisation de l'industrie manufacturière en Chine : et le capital est venu pour la main-d'œuvre bon marché¹¹⁵. Pour l'Inde, l'analyse détaillée des déclencheurs reste à faire, mais on sait déjà que ce ne sont pas les faits et gestes des pauvres qui ont déclenché le mécanisme d'allumage, quoi que les gouvernements puissent *dire* et quelle que soit la manière dont ils puissent *justifier* leurs politiques. Entre 1981 et 2011, l'amélioration de l'approvisionnement en électricité des ménages – le principal indicateur énergétique de la réduction de la pauvreté – a représenté 3 à 4 pour cent de l'augmentation des émissions de CO₂ de l'Inde. Près de 650 millions de personnes connectées au réseau ont eu un effet sur l'atmosphère qu'on peut qualifier d'insignifiant. Au sein de la population indienne, les 20 pour cent les plus pauvres des ménages électrifiés – un tiers de la nation n'est toujours pas raccordé au réseau – représentaient moins de 10 pour cent de l'augmentation des émissions issues de la consommation électrique, tandis que les 20 pour cent les plus riches en représentaient près de la moitié¹¹⁶.

Pour ce qui est de l'équité à l'échelle mondiale, on ne la voit guère venir. Un dixième de l'espèce humaine contribue à la moitié des émissions actuelles issues de la consommation, la moitié de l'espèce à 10 pour cent des émissions. Devrons-nous attendre une répartition encore plus inégale avant de pouvoir

abandonner cette catégorie unifiée de l'espèce et de s'intéresser aux rapports entre ses sous-ensembles polarisés ? Les données brutes suggèrent bel et bien ce que tous les critères raisonnables permettent de considérer comme une fracture : les 1 pour cent les plus riches ont une empreinte carbone 175 fois supérieure à celle des 10 pour cent les plus pauvres ; les émissions des 1 pour cent des États-Uniens, des Luxembourgeois et des Saoudiens les plus riches sont deux mille fois plus importantes que celles des plus pauvres des Honduriens, des Mozambicains et des Rwandais – et ces derniers sont, bien entendu, infiniment plus vulnérables aux conséquences de ces mêmes émissions. Les chiffres pour l'Inde ne sont pas moins frappants. Même les émissions par personne des 10 pour cent les plus riches de la population indienne ne représentent qu'un quart de celles de la moitié la plus pauvre des États-Uniens, tandis qu'elles ne dépassent pas un vingtième dans le cas de la moitié la plus pauvre des Indiens¹¹⁷. L'Inde est responsable de 3 pour cent des émissions de CO₂ cumulées dans l'histoire jusqu'à ce jour, et d'environ un tiers du crédit climatique si on ne compte qu'à partir de 1990¹¹⁸. Quelle que soit la façon dont on la mesure et dont on la définit, la justice entre les humains n'est certainement pas le combustible qui alimente ce feu.

Une forme d'enquête critique plus féconde, et plus en accord avec les données, consisterait à étudier *comment la structure de l'économie fossile s'est développée à partir de sa terre natale britannique jusqu'à englober la plus grande partie du monde, s'enracinant dans les formations sociales les plus variées, en lien étroit avec le processus d'accumulation du capital et les rapports qu'il suppose*, constituant la totalité sur laquelle nous ne pouvons rien. Donnons-en un seul exemple : les montagnes Khasi.

Dans les années 1840, les Britanniques ont planté la première graine de l'économie fossile sur cette frontière lointaine de l'Empire. Indifférentes au charbon à l'origine, les tribus Khasi ont été subordonnées à l'appareil d'extraction des revenus du Raj, leurs chefs de village consacrés percepteurs et partenaires dans la pénétration commerciale des Montagnes. Une classe dirigeante locale s'est peu à peu détachée de la communauté jusque-là égalitaire. Après l'indépendance, et tout particulièrement après l'indépendance du Bangladesh, c'est cette classe – fondée sur un mélange de lignée clanique, de clientélisme politique et de relations commerciales transnationales – qui s'est emparée des possibilités qu'offrait le sous-sol, s'est approprié la terre commune et a investi dans les mines pour alimenter les premières usines de ciment du Bangladesh voisin¹¹⁹. L'anthropologue Debojyoti Das, l'un des contributeurs de l'anthologie fondamentale, *The Coal Nation: Histories, Ecologies and Politics of Coal in India*, décrit ainsi le paysage actuel :

Le capital produit par l'exportation de charbon au Bangladesh voisin et dans le reste de l'Inde permet une consommation peu discrète et a conduit à l'essor des sociétés immobilières à Shillong [la capitale du Meghalaya, l'État auquel appartiennent aujourd'hui les montagnes Khasi] et des structures d'affermage du capitalisme au sein des élites des communautés indigènes qui détiennent les mines et conservent le contrôle des processus de production. [...] Mon enquête sur le terrain a révélé que les salariés travaillent dans des conditions extrêmement dangereuses et ne disposent d'aucune couverture sociale. Les logements dans les colonies d'immigrés sont oppressants : chaque cabane abrite une douzaine de

personnes. Dans les villes [...], les propriétaires des mines vivent dans des maisons modernes avec des équipements luxueux et les voitures rutilantes sont garées devant les appartements et les villas. [...] Les profits vont aux puissants marchands et propriétaires des mines plutôt qu'aux villageois des forêts et aux mineurs immigrés qui en payent le prix écologique et social¹²⁰.

Pour qui cherche la justice entre les humains, l'économie fossile de l'Inde pourrait bien être l'un des pires endroits où regarder¹²¹. Au contraire, comme le souligne Kuntala Lahiri-Dutt, le géographe qui a dirigé la publication de *The Coal Nation*, « le règne du charbon tel que nous le connaissons en Inde est avant tout un cadeau du Raj, une conséquence de la domination coloniale », étendue et développée à l'époque de l'indépendance en vertu du pouvoir très largement hérité de certains sur d'autres¹²². L'Empire a en effet été une grande réussite de ce point de vue. Il est parvenu à universaliser l'économie fossile, en transplantant l'alliance entre croissance et combustibles fossiles sur les terres qu'il a dominées ; après leur départ, les Britanniques pouvaient regarder les imitations de leur modèle s'élever vers le ciel. La continuité, la transmutation, la diffusion, l'extrapolation de l'union entre accumulation de capital et combustion d'énergie fossile – d'abord inventée par la classe dirigeante britannique – dévalent sur la longue durée de notre climat bouleversé¹²³.

Début décembre 2015, au moment où les dirigeants mondiaux travaillaient à ce qui allait devenir les accords de Paris sur le climat, plusieurs régions du sud de l'Inde ont subi les pluies torrentielles les plus fortes qu'elles aient connues en un siècle. Le déluge a provoqué 400 morts et deux millions de déplacés ; les deux fleuves qui traversent Chen-

nai ont débordé et inondé la ville. C'est alors que le ministre de l'Environnement indien, Prakash Javadekar, se jetant dans la mêlée sans fin des négociations de l'ONU sur le climat, a déclaré : « Ce qui se passe à Chennai est le résultat de ce qui se passe depuis cent cinquante ans dans le monde développé. C'est cela qui a provoqué une augmentation de la température de 0,8 degré Celsius. [...] Historiquement, depuis cent cinquante ans, ils ont récolté les fruits de la croissance et *maintenant ils ne peuvent pas dire que le passé, c'est le passé*¹²⁴. » Il avait raison, pour l'essentiel. Il aurait dû ajouter que ce qui se passait à Chennai était aussi le résultat de ce qui s'est passé ces deux derniers siècles dans le monde *en développement*, sous les auspices des puissances impérialistes, et de ce qui est fait actuellement par les gouvernements – y compris le sien – qui en ont repris les noirs flambeaux. De même, il aurait pu souligner que les pays capitalistes avancés qui ont construit seuls l'économie fossile au service non de l'humanité, mais de leur propre enrichissement, ont ainsi poussé les peuples vers ces marges de pauvreté et de vulnérabilité sur lesquelles s'abattent à présent les premiers coups du chaos climatique. Ce qu'il est nécessaire de comprendre, pour l'histoire en cours, c'est comment nous en sommes précisément arrivés là.]